

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Quelques considérations pour envisager un projet de lutte contre les frontières

anonyme

anonyme

Quelques considérations pour envisager un projet de lutte contre les frontières
2015

Consulté le 17 août 2016 de non-fides.fr
Paris, 13 septembre 2015.

fr.theanarchistlibrary.org

2015

Nous assistons chaque jour à une intensification du massacre perpétué par les frontières étatiques. Des milliers d'hommes et de femmes qui fuient les guerres, la misère et des catastrophes écologiques, conséquences directes de l'exploitation des matières premières, et des hommes réduits à l'état de matières premières. Nous assistons quotidiennement à ce qui s'apparente de plus en plus à une hécatombe, aux portes des lieux où nous habitons, et nous nous habituons à être des spectateurs de l'horreur de cette normalité.

Face à cette masse d'êtres humains, qui en risquant leur vie défient les frontières, et se mettent en jeu dans des moments d'affrontements avec les chiens de garde de l'Europe, les hommes à la tête des États se gargarisent de valeurs démocratiques et proclament la nécessité de régulariser une partie d'entre eux en établissant les critères nécessaires pour les trier, sélectionner la bonne marchandise et refouler celle avariée. Ils établissent des politiques communes, construisent de grands centres de tris, renforcent les appareils bureaucratiques et militaires et la surveillance des frontières. Des frontières qui ne sont pas seulement des limites territoriales entre les États, mais se matérialisent aussi dorénavant dans les contrôles et les rafles, dans les transports en commun et les gares, sur les lieux de travail et dans les rapports d'exploitation, aux guichets des banques et des administrations, dans les centres de rétention administrative et dans le travail des gestionnaires humanitaires.

Dans les rues de Paris ces derniers mois des centaines d'hommes et de femmes ont vécu dans leur être et dans leur chair l'accueil de l'État français. Virés de chaque square, de chaque rue, de chaque parc, de chaque dessous de pont où ils essayaient de trouver refuge, frappés et gazés par les flics parce qu'ils continuaient à rester ensemble. Des groupes de soutien de différentes obédiences se sont rapidement créés. Parmi eux, certains individus sincères, pour qui l'aide qu'ils apportent est une fin en soi, motivés par leur colère ou leur indignation. D'autres, représentants de partis, ou d'organisations humanitaires pour qui les migrants sont un moyen d'avoir plus de visibilité dans la rue et dans les médias, plus de pouvoirs politiques et plus de financement publics et privés. Globalement, ils ont essayé de leur fournir du soutien matériel et ont appuyé politiquement les revendications portées par la majorité de ces hommes et femmes : leurs demandes d'asiles et de logements. Revendications qui invoquent les droits de l'homme, qui considèrent comme un interlocuteur l'État. Cet État qui, plus moins directement, est partie prenante des sanguinaires affaires dans leurs lieux d'origines, qui les massacre aux frontières, qui les traque parce qu'ils dorment dans la rue, et qui les accueille avec gaz et matraques, soucieux de débarrasser la vitrine touristique qu'est Paris de cette vermine.

Probablement beaucoup d'entre eux réussiront à obtenir les papiers et à se faire tanner dans les biais légaux de l'exploitation du système économique français, grâce aux mobilisations plus ou moins citoyennes. Beaucoup d'autres continueront à mourir aux frontières, ou resteront dans la masse des indésirables aux yeux du marché ou de l'État, condamnés à la misère et à la répression.

Tant qu'existeront les États et leurs frontières, il y aura des sans-papiers indésirables, tant qu'il y aura des guerres et que continuera le saccage capitaliste, des millions de personnes n'auront pas d'autres choix que de s'exiler pour survivre. Tant qu'existeront les papiers, qui ont pour seule raison d'exister le contrôle du bétail humain, la gestion des inclus et des exclus, certains auront les « bons », d'autres les « mauvais », d'autres pas du tout, les États hiérarchisant les vies humaines selon leurs propres critères. C'est pour ça qu'au slogan « Des papiers pour tous » nous préférons ce slogan irraisonnable, « Ni papiers ni frontières », qui n'a rien à demander à l'État mais qui souhaite sa destruction, car nous ne serons jamais libres tant que chacun et chacune ne pourra vivre comme il l'entend, ne pourra aller partout où ses choix le mènent.

Par ailleurs, personne n'échappe aux griffes du capitalisme, les exploités sont partout confrontés à la violence de l'économie et de l'État, et c'est la même logique de survie et son atomisation qui tuent nos corps et nos esprits à petit feu. C'est la raison pour laquelle nous voulons faire sauter les barrières (et le langage même forme la partie la plus visible de ce redoutable iceberg) érigées entre un « nous » imaginaire et des « migrants ». Sortir définitivement de la logique du soutien qui apporte une assistance envers un sujet créé sur la base d'une discrimination « positive » car étant le sujet opprimé par excellence. C'est justement en faisant d'une multiplicité d'hommes et de femmes un tout homogène, que l'on oublie qu'ils ont des trajectoires et des idées différentes. Ce n'est que sur la base de ces différences que nous pouvons partager des moments de complicités et de luttes, car comme tout opprimé, un « migrant » peut tout aussi bien se révolter contre sa condition, que servir fidèlement ses oppresseurs pour obtenir des avantages.

Nous apprécions et valorisons l'entraide spontanée que nous comprenons comme un élan du cœur, mais, dans une perspective libératrice, cette forme de solidarité ne peut se substituer à la nécessité de l'affrontement contre des hommes et des structures étatiques, la police et le contrôle, ne peut s'accommoder des rouages démocratiques, en somme ne peut mettre de côté, sous couvert d'urgence, l'ensemble multiple et varié des actes de rupture -ou du moins qui cherchent à en créer une- avec l'ordre existant. Sinon cela revient à aider l'État dans sa tâche de gestion, à assurer du service en son absence, à

Il n'y a aucune bonne raison d'attendre pour accomplir ce que notre cœur et notre raison nous suggèrent, ni mouvement social, ni rendez-vous avec l'histoire. Si nous avons refusé d'ajourner la diffusion de nos idées et des pratiques qui en découlent à d'hypothétiques lendemains plus propices, nous n'en ressentons pas moins la nécessité de créer les conditions qui rendent possible un renversement de l'ordre social, un fait social encore inconnu, imprévisible mais ravageur.

centre de rétention se sont rebellés contre les flics et leurs ont subtilisé leurs clefs. Un groupe a tenté de s'évader pendant ce temps à l'intérieur des matelas furent enflammés, du matériel dégradé et cinq flics blessés. Le 7 à Bedford en Angleterre, des femmes détenues au centre de rétention de Yarl's Wood ont occupé la cour et ont déclaré :

« Nous sommes dans la cour, nous protestions. [...] Nous exigeons notre liberté. Nous chantons pour notre liberté. Nous crions.[...] Nous ne voulons pas de leurs nourriture. Nous ne voulons pas de leurs activités. Nous voulons simplement notre liberté. »

Chaque semaine porte avec elle son lot de morts qui nous prend aux tripes et nous plombe le coeur, et face à cette horreur dans laquelle des centaines de milliers de personnes sont plongées, face à cette guerre de tous les jours que constitue le capitalisme, c'est notre rage contre ce monde inique dans sa globalité et la vie au rabais qu'il nous promet qui s'aiguise de jour en jour. Mais comme cela a déjà été exprimé par le passé, nous ne sommes pas solidaires de la misère, mais de la vigueur avec laquelle les hommes et les femmes ne la supportent plus : à la solidarité dans l'oppression nous voulons opposer la complicité dans la révolte. Alors, si nous peinons à envisager des perspectives offensives concrètes avec lesquelles exprimer une solidarité particulière, nous voulons croire qu'il est possible d'en envisager pour exprimer une rage -qui d'ailleurs n'a pas besoin d'attendre de telles « perspectives » pour s'exprimer- que nous savons diffuse, et qui pour cette raison pourrait ouvrir la voie à des moments d'affrontement et de rupture avec l'ordre existant. Et qu'au long de ce parcours, débarrassé du racket politique, du vernis humanitaire, de cette putride indignation du citoyen « qui se plaint mais qui veut le maintien du système » – véritable clé de voûte de la servitude démocratique- il y aura des occasions où la solidarité pourra prendre plus d'ampleur.

« Dire que rien ne peut changer, que l'on ne peut dévier la marche du destin, c'est la prime accordée à toutes nos lâchetés ».

« Il n'existe pas de choses faites, de voies préparées, il n'existe pas de mode ou de travail fini, grâce auquel tu puisses parvenir à la vie. Il n'existe pas de mots qui puissent te donner la liberté : car la vie consiste précisément à créer tout par soi-même, à ne s'adapter à aucune voie : la langue n'existe pas mais tu dois la créer, tu dois créer son mode, tu dois créer chaque chose : pour que ta vie soit tienne. »

empêcher que la situation ne devienne réellement incontrôlable, car c'est cela que craint véritablement – et à juste titre- l'État.

* * *

Ce qui nous meut, c'est l'idée d'un monde sans État ni domination, donc concrètement leur destruction, l'idée d'un monde débarrassé du capitalisme, donc concrètement la subversion de l'ensemble des rapports existants. Ces idées, a priori minoritaires, ne sont pas un balluchon que l'on ouvrirait de temps à autre pour se rassurer ou se donner de l'espoir au milieu du marasme quotidien, elles sont notre boussole. Quant à la révolte, la rage, la rébellion, l'insoumission, réactions conscientes qui s'insèrent dans les nombreux antagonismes qui traversent la société, sous quelques manières qu'elles s'expriment, nous les savons nombreuses et diffuses. Ces deux parts de nous-mêmes sont inséparables : nous ne sommes pas prêts à mettre de côté des idées qui sont les nôtres pour nous agréger, par exemple, à un moment de lutte collective ; et de la même manière nous ne rechignons pas toujours à prendre notre part à une lutte dont nous ne partageons pas forcément l'ensemble des contenus ou des moyens. Un révolutionnaire disait jadis :

« Je cherche une force, car l'idée ne fait que sa tâche. Et si l'idée propose, la force dispose. »

Selon nous cette -mal nommée- force c'est la conflictualité sociale elle-même, se pose alors la question de notre intervention à l'intérieur même de cette conflictualité qui est notre lot quotidien.

Nous ne recherchons aucune légitimité, puisque même par des biais détournés c'est le pouvoir qui différencie ce qui est légitime de ce qui ne l'est pas. La légitimité est donc le reflet d'une soumission à l'autorité, celle de la majorité (la prétendue « opinion publique ») n'étant pas la moins redoutable. Car la légitimité est à « l'opinion publique » ce que la légalité est à l'État, c'est-à-dire la négation de l'auto-détermination de nos vies. Une révolte légitime est incapable de saboter les fondations du monde, elle propose seulement une redéfinition du monde fondée sur le mythe d'un État et de lois plus « humains », d'une justice plus « juste », d'une économie plus « égalitaire », et attend une reconnaissance de « l'opinion ».

Loin de tout opportunisme politique, notre intervention dans une lutte sociale doit se faire sur nos propres bases : nous ne luttons pas pour « aider les migrants à obtenir des papiers », mais contre la domination des États sur tous et toutes.

Avoir une présence dans la rue non pas pour en prendre la tête, pas non plus pour rendre un service à quiconque, qui plus est sans être clairs sur nos idées en les diluant ou les épiçant au gré des convenances, mais pour diffuser des idées et des pratiques insurrectionnelles, pour avancer dans la perspective de la révolution sociale.

Pour pouvoir gouverner tout pouvoir a besoin de créer des catégories et de produire des divisions qui l'arrangent et d'assigner chacun à des rôles qui sont autant de chaînes destinées à favoriser la servitude et l'assujettissement. Comme nous l'avons déjà dit, nous voulons faire sauter les barrières instaurées par le pouvoir, c'est pourquoi ce n'est pas l'appartenance par défaut de tel individu à telles supposées communautés qu'elles soient nationales, culturelles ou ethniques, ou telles catégories (immigrés, clandestins, avec papiers, migrants, déviants, hors-la-loi, travailleurs, chômeurs, diplômés...) qui conditionnent nos rapports avec eux, mais la manière dont ils se rapportent à cette appartenance. Ce qui compte pour nous c'est l'engagement, les positions, les choix et les refus qu'adoptent des individus réels dans des situations particulières, ainsi que les raisons qui les animent.

* * *

Il y a quelques années la « lutte contre la machine à expulser » avait un avantage que la lucidité nous amène à reconnaître avec amertume comme obsolète : celui de la clarté. Les incendies volontaires de centres de rétentions (celui de Vincennes, du Mesnil-Amelot, de Nantes, de Plaisir, de Bordeaux, de Toulouse), les évasions, les manifestations, le soutien aux inculpés de l'incendie de Vincennes, les tracts, les affiches et les attaques multiples, tous cela lit-on dans un bulletin de l'époque était sans équivoque :

« Soit on lutte contre les centres de rétention, et pas moins que pour leur suppression comme une partie des sans-papiers l'ont expérimenté à partir de leur situation concrète, soit on souhaite les maintenir. »

La destruction volontaire du centre de Vincennes a « emporté son vernis humanitaire avec elle : les reclus ont lutté pratiquement pour une remise "liberté" pure et simple, et pas pour une amélioration de cette cage située entre une école de police et un hippodrome ».

La question de la solidarité pouvait non seulement dépasser la simple affirmation mais aussi proposer un autre parcours que celui du soutien. En visant

l'ensemble de la machine à expulser et non pas les seuls centres et en exprimant un contenu clair qui ne se posait pas en extériorité, les actions insérées dans l'antagonisme diffus pouvaient ouvrir un chemin à une solidarité résolument offensive.

Actuellement en France du moins sur les derniers mois, nos idées n'ont pas eu assez d'écho et nous n'avons pas suffisamment contribué par des actes à subvertir une situation qui était potentiellement riche de possibilités. Nous n'avons pas réussi à influencer pour que la révolte prenne le dessus sur la logique du soutien. D'autre part -contrairement aux années résumées plus haut- les actes de révoltes avec lesquels nous voulons exprimer une solidarité offensive concrète ne courent pas les rues.

Mais elle couve la révolte, parfois elle éclate, et ne connaît pas de frontière : le samedi 22 août des heurts éclatent entre policiers macédoniens et migrants venus de Grèce à la frontière entre les deux pays. Alors que deux jours avant l'état d'urgence était proclamé, l'armée et les forces spéciales de police dépêchées sur place ont été débordées. Ceux qui sont passés ont pris d'assaut la gare de Gevgelija pour se rendre en train en Serbie. A Calais la nuit du 31 août après la venue du premier ministre 200 personnes ont couru sur l'autoroute d'accès au site de l'Eurotunnel et ont commencé un blocage. Le 3 septembre des personnes bloquent l'entrée du centre Jules-Ferry (géré par l'association La Vie Active) où a lieu la distribution des repas, protestant contre l'aide humanitaire et les conditions de vie dans lesquelles elles sont maintenues. Quelques jours plus tard au centre de rétention Saint-Exupéry près de l'aéroport de Lyon, des retenus entassent des matelas et des draps auxquels ils boutent le feu. Ils repoussent la police pendant que du mobilier et des vitres sont cassés et que deux personnes montent sur le toit pour s'évader. Quelques jours plus tard à Roszke en Hongrie un millier de migrants a forcé un cordon policier pour ne pas être conduits à un centre d'accueil et d'enregistrement à proximité. Une partie d'entre eux a escaladé une barrière pour accéder à l'autoroute qui mène à Budapest et continuer leur route à pied. A Bicske des migrants montés dans des trains qu'ils pensaient à destination de l'Allemagne ont refusé leur déportation quand ils ont compris que ces trains avaient pour destination des centres d'identifications et de tri. Le 5 septembre sur l'île de Lesbos en Grèce, pour le deuxième jour consécutif des migrants se sont affrontés à la police. Quelques heures plus tôt un millier d'entre eux étaient sortis d'un centre d'accueil temporaire et avaient bloqués une route de l'île. Toujours à Lesbos, un millier de migrant se sont regroupés et ont tenté de monter de force sur un bateau en direction d'Athènes. Le 6 septembre à Valence (en Espagne) une quarantaine de prisonniers du